
Les régimes monétaires et de change et variété des capitalismes en Amérique latine, les enseignements d'une comparaison Brésil / Mexique

Jaime Marques Pereira*[†]

¹UPJV/ CRIISEA – Université de Picardie Jules Verne – France

Résumé

Les différences de configurations institutionnelles qui orientent les trajectoires économiques du Brésil et du Mexique justifient de les poser comme deux idéaux-types symétriquement opposés de la variété des capitalismes des grandes économies en Amérique latine, le premier reposant sur l'expansion du marché intérieur et la recherche de gains de compétitivité sur la base d'une libéralisation contrôlée et d'une intervention forte de l'Etat, le second sur l'expansion des exportations de produits manufacturés et une libéralisation radicale. Cette communication interroge les conditions de consolidation de ces deux types de capitalisme dans le contexte des changements de l'économie mondiale qui se sont opérés depuis les années 2000. L'analyse caractérise le rôle central et opposé que jouent dans la répartition des revenus un régime monétaire axé sur l'appréciation du taux de change. Il est montré comment, au Brésil, il a permis grâce au desserrement de la contrainte externe une progression simultanée des revenus (directs et de transfert) tant du monde du travail, des profits productifs que des rentes financières et, à l'opposé au Mexique, une poursuite de la progression des profits du secteur exportateur et des rentes financières allant de pair avec la stagnation des salaires et de la part des profits qui dépendent de la demande domestique. Dans un cas comme dans l'autre, il en a découlé des dynamiques macroéconomiques qui confortent le pouvoir des créanciers de la dette publique. Ce pouvoir apparaît comme le principal défi à une consolidation de ces deux types opposés de capitalisme dès lors qu'il limite dans un cas comme dans l'autre la progression de l'investissement et de la productivité. Ce défi soulève la question de savoir si, dans un contexte externe désormais moins favorable, pourrait à présent émerger la possibilité politique d'une régulation financière et monétaire plus favorable à une valorisation productive du capital et donc à la salarisation, question qui interroge à son tour la dynamique actuelle du changement politique.

*Intervenant

[†]Auteur correspondant: jmarquespereira@noos.fr